

ATIONS UNIES

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ



Distr.
GÉNÉRALE

A/33/233 ✓

8/12844

12 septembre 1978

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-troisième session

Point 55 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE

D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES ISRAELIENNES

AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DE LA

POPULATION DES TERRITOIRES OCCUPES

CONSEIL DE SECURITE

Trente-troisième année

Lettre datée du 8 septembre 1978, adressée au Secrétaire général par
le représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de répondre à la lettre fallacieuse, injurieuse et inquiétante (A/33/184-S/12777) que le représentant d'Israël vous a adressée le 17 juillet 1978 et où il s'est efforcé de répondre cavalièrement à une lettre datée du 19 juin 1978 (A/33/153-S/12752) que vous avait envoyée le représentant permanent du Qatar, au nom du Groupe arabe à l'Organisation des Nations Unies, et qui a été distribuée comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Dans sa lettre du 17 juillet, le représentant permanent d'Israël cherche sournoisement à ridiculiser la protestation du Groupe arabe contre les desseins annexionnistes d'Israël, qui a substitué l'expression "les districts de Judée et de Samarie" à l'expression "la rive occidentale", alors que cette dernière correspond à la terminologie officiellement reconnue, que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont toujours utilisée pour désigner la région comprenant la partie arabe de Jérusalem et le reste de la rive occidentale occupés et colonisés par la force depuis l'agression israélienne du 5 juin 1967.

Que le représentant permanent d'Israël se réfugie dans les annales ne rend sa note que plus sujette à maintes rectifications.

Les remarques du représentant d'Israël au sujet de l'Etat du Qatar ne prouvent que son ignorance et sa malveillance et ne méritent pas qu'on y réponde. Le Qatar existe de temps immémorial et, qui plus est, les remarques touchant cet Etat sont sans rapport avec la note envoyée par le Groupe arabe pour protester contre la politique et les visées annexionnistes d'Israël.

≈ A/33/150.

Dans sa lettre datée du 17 juillet 1978, le représentant permanent d'Israël déclare que l'expression "rive occidentale" n'est courante que depuis 1950 environ, époque à laquelle, prétend-il, "le Royaume hachémite de Jordanie a annexé illégalement les districts de Judée et de Samarie qu'il avait acquis par la force durant la guerre de 1948".

Le représentant permanent d'Israël semble tout bonnement avoir oublié les faits suivants :

1. Si l'expression "rive occidentale" n'est courante que depuis 1950, le terme "Israël" lui, n'est employé que depuis le 15 mai 1948 - et en l'occurrence, il s'agit d'un emploi abusif.

La raison en est qu'Israël tire son existence juridique de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, du 29 novembre 1947.

2. La résolution 181 (II) n'a jamais accordé à Israël les vastes territoires qu'il a annexés et arrachés illégalement et par la force aux territoires palestiniens qui devaient revenir à l'Etat arabe de Palestine reconnu dans cette même résolution.

3. Israël est le seul pays au monde à avoir été admis à l'Organisation des Nations Unies conditionnellement, la condition étant qu'il accepte et applique deux résolutions des Nations Unies :

a) Retrait des forces armées israéliennes des territoires palestiniens situés au-delà des territoires attribués à l'Etat israélien proposé, que ces forces avaient occupé illégalement et par la force. Il s'agissait là d'une condition préalable impérative car elle devait permettre aux Arabes palestiniens de créer leur propre Etat viable sur un territoire qui constituait leur patrie de temps immémorial.

b) Israël a été admis à l'Organisation des Nations Unies à condition également d'accepter et d'appliquer la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948 affirmant le droit inaliénable de tous les réfugiés palestiniens, d'abord de rentrer dans leurs foyers et leur patrie s'ils le souhaitent et, s'ils ne souhaitent pas exercer ce droit, de recevoir des indemnités à titre de compensation.

Le Ministre israélien des affaires étrangères s'était engagé devant l'Assemblée générale à appliquer les deux résolutions mentionnées ci-dessus mais, dès qu'Israël a été admis à l'ONU, il a ouvertement et sans vergogne renié son engagement.

Il est donc clair qu'entre 1948 et 1967, l'existence d'Israël était illégale et contraire à la lettre et l'esprit des résolutions des Nations Unies.

4. La lettre d'Israël du 17 juillet 1978 affirme que la prétendue annexion par la Jordanie n'a jamais été reconnue sur le plan international, si ce n'est par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Pakistan.

Ceci est infirmé par le fait que la Jordanie, constituée de la rive orientale et de la rive occidentale, a été admise à l'ONU en 1955, et ce, sans condition. L'admission du Royaume hachémite de Jordanie a été approuvée à l'unanimité sans qu'un seul pays ne s'y oppose. Si le représentant d'Israël considère que cela ne constitue pas une reconnaissance sur le plan international, qu'est-ce que cela peut bien être?

5. En ce qui concerne la prétendue annexion par la force mentionnée dans la lettre du représentant permanent d'Israël, la situation est exposée en termes si trompeurs qu'il est nécessaire de rappeler les faits tels qu'ils se présentaient après 1948.

On se souviendra qu'avant même que le mandat britannique sur la Palestine ne prenne fin, le 15 mai 1948, les forces israéliennes avaient occupé par la force et par la terreur une bonne partie des territoires que la résolution 181 (II) avait attribués au futur Etat arabe de Palestine. Le plan et les opérations d'Israël avaient pour but de conquérir l'ensemble de la Palestine, y compris toute la ville de Jérusalem. Sans la résistance héroïque de la population, qui ne possédait pratiquement pas d'armes et sans l'intervention, après le 15 mai 1948, de contingents de troupes arabes venus pour prévenir un épouvantable massacre de la population civile, du même type que le massacre de Deer Yassin, les Israéliens auraient bien pu réaliser leur ce qui était alors leur objectif avoué.

C'est dans ces conditions, à la fois ignobles et tragiques, que des contingents de l'armée jordanienne ont regagné ce qui restait de la Palestine arabe tronquée, après s'être retirés de l'ensemble de la Palestine où ils étaient restés stationnés pendant la seconde guerre mondiale pour aider les alliés dans leur effort de guerre. Le retrait de l'armée jordanienne de la Palestine s'est achevé avant le 15 mai 1948, conformément aux résolutions des Nations Unies.

Son retour, à la demande expresse de la population civile assiégée et de ses représentants (les diverses assemblées nationales), a constitué un acte de libération humanitaire et nationale et non, comme le prétend le représentant d'Israël, "une occupation illégale par la force".

6. Alors qu'il ne restait qu'une partie tronquée de la patrie arabe palestinienne, coupée du monde extérieur, sauf à l'Est, un mouvement d'unité avec les frères du Royaume hachémite de Jordanie s'est développé dans la région orientale de la Palestine arabe, soutenu par la foi du peuple palestinien et son désir de réaliser l'unification arabe. Ce mouvement a abouti à l'organisation d'élections, qui comptent parmi les plus libres des temps modernes. Le 24 avril 1950, le Parlement dûment élu a pris la décision historique d'unifier les rives occidentale et orientale du Jourdain.

7. Il convient de souligner que le décret d'unification stipulait clairement que ledit décret ne préjugerait en rien le rétablissement de tous les droits arabes en Palestine, non plus que l'aboutissement final de leur juste cause. Cela a été énoncé catégoriquement à l'article 2 du décret d'unification, dans les termes suivants :

"Confirme la sauvegarde de tous les droits arabes (en Palestine) et s'engage à défendre tous ces droits par tous les moyens légitimes, en plaçant toute sa confiance dans la justice et sans préjudice de l'aboutissement final de leur juste cause dans le cadre des aspirations nationales, de la coopération arabe et de la justice internationale."

8. C'est ainsi qu'a été réalisée l'unification des rives occidentale et orientale du Jourdain, sans préjudice d'un règlement juste et définitif du problème de la Palestine.

9. Dans le cadre de cette unification, les territoires que le représentant permanent d'Israël appelle "Judée et Samarie" étaient connus, sur le plan juridique, sous le nom de Gouvernorat de Jérusalem, Gouvernorat de Naplouse et Gouvernorat d'Hébron.

Telles sont les dénominations légalement reconnues par les Nations Unies et Israël commettrait une violation flagrante de la Convention de Genève de 1949 s'il modifiait le nom et le statut de cette région selon son régime actuel d'occupation militaire.

10. Le représentant permanent d'Israël n'a guère ajouté à ce que chacun sait en signalant que les districts en question étaient connus dans l'histoire juive sous les noms de Judée et de Samarie. Mais ce qu'il veut ignorer, c'est que si cette terminologie a été en vigueur il y a quelque 3 000 ans pendant une brève période - bien peu de chose dans le panorama grandiose de l'histoire - ces districts ont porté de nombreuses autres appellations au cours des sept ou huit derniers millénaires. Que répondrait le représentant permanent d'Israël si on lui rappelait qu'il y a 4 000 ans, l'ensemble de la région était connu, et même désigné par les envahisseurs israéliens, sous le nom de "pays de Canaan"?

Israël, au surplus, tel qu'il existait entre 1948 et 1967, avait porté pendant des millénaires le nom, reconnu par les Israéliens, de Terre des Philistins, où les tribus d'Israël n'étaient jamais parvenues à faire d'incursions et ni à s'emparer d'un pouce de territoire.

Si la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine ou Lord Caradon ont employé le terme "Judée et Samarie", c'était dans le contexte d'une Palestine unifiée et sous mandat, et avant que la résolution de l'Assemblée générale du 29 novembre 1947 en prévoyant le partage ne modifie le statut du pays.

A quel moment de l'histoire faut-il se placer? Faut-il considérer la période que suggère le représentant permanent d'Israël, dans un esprit de clocher égocentrique, subjectif et étroit, ou faut-il adopter la terminologie légale, reconnue sur le plan international, jusqu'à ce que le statut de ce territoire soit, le cas échéant, remplacé par un autre, également reconnu sur le plan international?

11. La protestation du Groupe arabe contre la modification illégale et unilatérale par Israël du statut et du nom de la rive occidentale occupée est conforme aux résolutions des Nations Unies et à la Convention de Genève de 1949. Il s'agit de la défense de la légalité contre l'usurpation, devoir dont doit s'acquitter pleinement à l'Organisation des Nations Unies, et, par conséquent devant ses organes et mécanismes exécutifs, tout Etat Membre épris de justice.

J'ai l'honneur de demander que la présente lettre soit distribuée comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 55 de l'ordre du jour provisoire, et comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Jordanie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Hazem NUSEIBEH
